

Analyse SWOT sur l’Enrichissement Alimentaire au Niger

**2018**

**2FAS – Food Fortification Advisory Services**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| C:\Users\MatthewD\AppData\Local\Microsoft\Windows\INetCache\Content.Word\flag_yellow_low.jpg | C:\Users\MatthewD\AppData\Local\Microsoft\Windows\INetCache\Content.Word\LM-Logo-RGB.JPG |  |

An advisory service funded by The European Union

Implemented by a partnership between Landell Mills Ltd and GAIN

**1. Introduction et Contexte**

**1.1 Introduction**

L’enrichissement des aliments est le processus consistant à ajouter des nutriments ou des composants bioactifs nutritifs à des produits comestibles (par exemple un aliment ou des composants alimentaires). L’enrichissement peut être utilisé pour corriger ou prévenir des carences généralisées en nutriments et prévenir des carences associées ou ciblées à un groupe de populations en particulier, pour :

(i) équilibrer le profil nutritionnel général d'un régime alimentaire,

(ii) restaurer les éléments nutritifs perdus au cours de la transformation,

(iii) ou séduire les consommateurs qui souhaitent compléter leur régime alimentaire.

L’enrichissement alimentaire pourrait être considérée comme une stratégie de santé publique visant à améliorer les apports en nutriments d’une population. Au cours du siècle dernier, l’ a été efficace pour réduire le risque de maladies dues à des carences nutritionnelles telles que le béribéri, le goitre, la pellagre et plusieurs autres carences en micronutriments. L'enrichissement est justifié par l'insuffisance de l'approvisionnement en micronutriments essentiels provenant des aliments et les carences en micronutriments. Nous devons faire preuve de diligence dans notre approche politiques de l’enrichissement alimentaire efficaces et responsables, y compris la commercialisation responsable des produits enrichis. L’enrichissement alimentaire doit être utilisé avec prudence, ses effets doivent être surveillés, et le public doit être informé de manière efficace sur ses avantages, en fournissant des efforts en termes d’information et éducation des consommateurs. Il demeure également important d'établir des lignes directrices relatives à l'enrichissement qui tiennent compte de l'évolution démographique, de l'évolution de l'offre alimentaire, et des progrès technologiques.

Les carences en micronutriments, en particulier les carences en fer et en vitamine A, constituent des problèmes de santé publique touchant de larges proportions des groupes vulnérables de la population du Niger, en particulier les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes. Le Gouvernement du Niger avec ses partenaires techniques et financiers se sont engagés depuis les années 2000 dans la mise en œuvre d’une stratégie de lutte contre les carences micronutriments à travers l’enrichissement des aliments de grande consommation en micronutriments. Plusieurs actions ont été prises par le Gouvernement : l’identification des véhicules alimentaires potentiels à travers des recherches sur les Outils d’Evaluation Rapide de l’enrichissement (FRAT), la coordination au niveau des industries des évaluations du niveau de conformation aux normes pour l’enrichissement alimentaire, la constitution d'un comité national sur l’enrichissement alimentaire (ANFA), et le plaidoyer ou l'organisation de dialogues entre les secteurs privé et publique sur la mise-en-œuvre des programmes d’enrichissement des aliments. Il s’agit des dialogues entre le secteur publique et le secteur privé dans le cadre du processus de partenariat sur l’enrichissement des aliments au Niger, FRAT, évaluation industrielle en identifiant les besoins en équipements et techniques, la plaidoyer et la création d'une alliance ou comité sur l'enrichissement des aliments.

Les aliments véhicules considérés après les études sur l’enrichissement alimentaire réalisées en 2003 étaient les huiles végétales et la farine de blé panifiable (l’huile à enrichir en vitamine A et la farine de blé panifiable à enrichir en fer, acide folique, zinc et le complexe vitaminique B). L’Etat du Niger, à travers le Ministère de la Santé, le Ministère des Mines et de l’Industrie et le Ministère de Finance, s’est engagé à travers la signature d’un arrêté interministériel rendant obligatoire la production et la commercialisation des huiles et farine de blé enrichies au Niger. Pour permettre aux principaux acteurs d’être au même niveau d’information et pour échanger sur les défis liés aux conditions qu’impose le respect de la règlementation en vigueur, le Niger avait organisé plusieurs réunions du Comité National de l’Enrichissement Alimentaire en 2004-2005, ainsi qu'avec les principaux acteurs du secteur afin des sensibiliser sur l’enrichissement des aliments en micronutriments. En matière de législation, des lois ont été établies au Niger sur l’iodisation du sel (1994, normes adaptées en 2014), l’enrichissement alimentaire obligatoire du blé en fer et acide folique (2012), et l’enrichissement d’huile végétale en vitamine A (2012).

**1.2 Contexte**

La Commission Européenne (CE) finance deux projets de l’enrichissement de produits alimentaires au Niger et s’est engagée aux côtés du Niger dans la lutte contre la sous-nutrition, avec trois priorités stratégiques : a) renforcer la mobilisation et l’engagement politique dans ce domaine ; b) accompagner le changement d’échelle des actions entreprises au niveau national ; et c) contribuer à la généralisation des connaissances en matière de nutrition[[1]](#footnote-1). Le Plan d’Action relatif à la Nutrition de la CE (2014) poursuit la concrétisation de cette démarche. L’un des volets du portefeuille de la CE relatif à la nutrition consiste à soutenir le développement et le changement d’échelle de l’enrichissement des aliments.

Afin de renforcer les capacités institutionnelles et techniques des pays bénéficiaires dans le domaine de l’enrichissement des aliments, en décembre 2015 la CE a institué le Service de Conseil pour l’Enrichissement Alimentaire (Food Fortification Advisory Services, 2FAS)[[2]](#footnote-2). En 2017, le 2FAS a entamé une mission au Niger avec l’objectif de faire connaissance avec les partenaires et débuter de l’assistance technique sur l’enrichissement alimentaire financé par la CE. La mission a produit une version préliminaire du profil de pays sur l’état des lieux de l’enrichissement alimentaire au Niger et a fait une analyse préalable de l’identification des besoins en renforcement des capacités quant à l’enrichissement alimentaire au Niger ( « Analyse SWOT » sur les forces, les faiblesses, opportunités et menaces).

Une deuxième mission a été effectuée par l'expert responsable du Niger au sein de l'équipe 2FAS du 23 au 29 juin 2018, afin de réaliser l'examen technique des deux projets de l’enrichissement alimentaire en cours financés par CE, et a fourni un appui technique pour finaliser le profil pays et l'analyse SWOT.

Les deux missions se sont entretenues avec les principales parties prenantes de l’enrichissement alimentaire au Niger :

* + **Partenaires Techniques et Financiers :** DUE, GRET, PAM, FAO, UNICEF, HKI, USAID-REGIS/AG
  + **Secteur Public**: HC3N, MSP/DN, MAGEL, LANSPEX, Ministère du Commerce, Ministère de l'Industrie/DNPQN, AVCN
  + **Secteur privé :** STA, MISOLA, Garin-Yaara, OLGA, Agro-Arc-En Ciel, Importateur
  + **Associations des consommateurs :** Président de l’Association des Consommateurs du Niger

Pour cadrer les actions en cours, le Niger pourrait développer une stratégie nationale sur l’enrichissement alimentaire, ainsi qu'un système de suivi et évaluation associé. Il n’existe pas encore de normes au Niger pour les farines infantiles et autres produits enrichi pour les groupes cibles qui sont produits à petite échelle.

Plusieurs actions pourraient être menées afin de permettre aux entreprises productrices de produits enrichi de développer leur activité dans un environnement légal favorable leur permettant de respecter les normes nationales sur l’enrichissement alimentaire. Il s'agirait principalement de :

* L’évaluation des entreprises productrices de produits enrichi en vue d’identifier les besoins en équipements, en enrichissement et en formation ;
* L'appui à l'’équipement et la formation des entreprises et industries productrices d'aliments enrichi ; L’identification d’un laboratoire de référence en contrôle qualité, pouvant être utilisé par toutes les entreprises et industries du Niger ;
* L’appui aux entreprises pour l’identification de fournisseurs de prémélange ou premix ;
* La réalisation d’études pour l’identification du niveau des pertes en micronutriments pendant la préparation des aliments au Niger et définir les niveaux d'enrichissement en plusieurs micronutriments ;
* Des négociations avec les partenaires publics en vue de l’exonération d’impôt et de droits sur l'importation des équipements et des premix ;
* La mise en place, d’un environnement favorable à l’enrichissement en micronutriments à travers la législation;
* La conception d'un label et d'un logo associé pour les aliments enrichis en micronutriments au Niger et la réalisation d’une campagne de marketing social ;
* Assurer une large couverture des aliments enrichis en micronutriments pour les populations vulnérables du Niger.

Cette analyse SWOT est réalisée suivant 5 aspects qu'il convient de prend en compte dans le cadre des programmes venant en appui à l'enrichissement des aliments au Niger :

1. Politique sur l'enrichissement des aliments et fonctionnalité de l'engagement multisectoriel des partenariats public-privé
2. Environnement permettant d’assurer le contrôle analytique en micronutriments
3. Application des normes sur l'enrichissement des aliments
4. Sensibilisation sur l'enrichissement des aliments
5. Production, distribution et assurance qualité des aliments enrichis

A la suite de cette analyse, une liste de recommandations est proposée, ainsi qu'une liste d'indicateurs permettant de suivre les principaux résultats attendus et les résultats des progrès en matière d'enrichissement des aliments au Niger.

Cette analyse SWOT vise à permettre à l'ensemble des parties prenantes de l’enrichissement alimentaire au Niger d'évaluer les processus existants et à fournir un point de départ pour la prise de décision, tout encourageant l'élaboration d'un plan d'action national pour l’enrichissement des aliments au Niger. Il s’agit d’un document de travail évolutif à utiliser, améliorer et actualiser par les parties prenantes nationales fonction des réalités en évolutions du contexte.

**2. Analyse SWOT**

* + - 1. **Politique sur l'enrichissement des aliments et fonctionnalité de l'engagement multisectoriel des partenariats public-privé**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Principaux constats en 2018** | **Forces** | **Faiblesses** | **Opportunités** | **Menaces** |
| 1. L'ANFA, La Comité Nationale de l’enrichissement des Aliments a été mise en place en 2003 (Arrêté 2 et 3 janvier 2003 portant création du comité national de l’enrichissement des aliments au Niger)  2.Besoin d’élaborer une stratégie nationale de lutte contre les carences en micronutriments et une stratégie nationale d'enrichissement des aliments élaborée avec un plan de suivi évaluation  3. Nécessité de mettre en place un comité de rédaction tout en œuvrant à dynamiser de l'ANFA | Existence d'une plateforme multisectorielle public - privé  Institution publique multisectorielle (HC3N) en charge de la coordination et de la redevabilité mutuelle de chaque partenaire publique - privé | Pas d'engagement politique fort pour l'ANFA  ANFA ne disposant pas de ressource financière et non fonctionnelle  ANFA non institutionnalisée | Possibilité de redynamiser l'ANFA ou de créer une nouvelle plateforme (couvrant tous les programmes d'intervention en micronutriments)    Autorité et crédibilité du HC3N  Plusieurs projets de l’enrichissement alimentaire en cours au Niger | Différents comités pour l'iodation du sel et un autre pour l’enrichissement alimentaire fait la duplication des efforts.  HC3N étant une administration de mission, possible non continuité des actions en cas de changement de gouvernement  Concurrence entre les différents secteurs et acteurs, et mauvaise coordination des partenaires |

* + - 1. **Environnement permettant d'assurer le contrôle de qualité en micronutriments**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Principaux constats en 2018** | **Forces** | **Faiblesses** | **Opportunités** | **Menaces** |
| Existence de rréglementations et législations sur le contrôle des aliments pour la protection des consommateurs au Niger, mais qui ne sont pas appliquées | Existence d'institutions chargées de la qualité des aliments et du contrôle de la sécurité sanitaire des aliments (l’AVCN)  Capacité humaine pour l’analyse qualitative et semi-quantitative des micronutriments des structures des contrôles; L’AVCN et LANSPEX,  LANSPEX a obtenu diverses méthodes d'annalistique normalisées - Douaniers, la Police Sanitaire, l'AVCN et contrôlant bénéficier d'un soutien logistique et système des documentations pour faciliter l’application des normes. LANSPEX dispose de plusieurs méthodes d’analyse officielles. ,  Existence des normes ISO-22000 pour la qualité, avec un système de contrôle/qualité possible de HAACP | Pas de capacités et de coordination efficace des systèmes de contrôle des aliments par des structure des contrôle  Réglementations et normes non appliquées efficacement  Faible demande des services du LANSPEX  Pas de services pour l'étalonnage et la normalisation de certains équipements du LANSPEX | LANSPEX est en mesure d’entreprendre des analyses microbiologiques aflatoxines sur des échantillons alimentaires  L'équipement HPLC, AAS, GCM pour l'analyse des vitamines et des minéraux existe au niveau LANSPEX mais n'est pas fonctionnel  Nouvelles méthodes d'analyse des micronutriments, vitamines et minéraux au niveau LANSPEX  LANSPEX pourrait valider une analyse de confirmation pour les industries sur l’échantillon composite | Pas d’assurance du respect effectif des normes et des réglementations relatives à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments qui menace le programme d’enrichissement des aliments.  Fort importations frauduleuses |

* + - 1. **Application des normes sur l'enrichissement des aliments**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Principaux constats en 2018** | **Forces** | **Faiblesses** | **Opportunités** | **Menaces** |
| 1. Existence d'un arrêté portant sur l’application obligatoire de la norme sur la farine de blé tendre enrichie en fer et en acide folique  2. Existence de XX pour l’enrichissement de différentes huiles végétales enrichies en vitamine A  3. Existence d’une loi sur l’iodation du sel  4. Existence des normes volontaire pour la transformation et l’enrichissement des aliments de compléments enrichi pour les enfants. | Comité technique multi-sectorielle de normalisation  Comité technique chargé de rédiger les normes  Mises à jour tous les cinq à dix ans pour assurer leur efficacité et leur impact  Appui technique existe au secteur public comme AVCN à la promotion de la qualité du secteur privé pour accroître la conformité aux normes  Normes régionales de la CEDEAO harmonisées pour l’enrichissement de farine de blé et huile végétale | Faible intérêt des acteurs pour le développement de normes  Pas de financement suffisant pour élaborer des normes sur l'enrichissement des aliments  Manque des données sur la consommation et les apports alimentaires, et les carences en micronutriments  Pas d'équité dans l'application des normes quant aliments importés et aux aliments enrichis produits localement  Pas de système d'accréditation mis en place par l'AVCN et la DNPQM | Règlements techniques pour assurer la conformité des produits au normes nigériennes  Existence de l'AVCN chargée d'appliquer les normes  DPQN doit être proactif : renforcer le développement, application et conformité aux normes sur l'enrichissement des aliments. DPQN définit les normes et AVCN veille au respect des normes  Existence de données génériques du Codex Alimentarius et diverses directives internationales  Nouvelle étude FRAT modifiée et élargie en cours et qui pourrait préciser les niveaux de consommation de divers véhicules alimentaires | Certaines normes sont appliquées par le biais de processus facultatifs comme des normes sur les aliments  Révolte politique contre L'AVCN par les grands commerçants et industries alimentaires pour assurer la conformité constante  Manque d’un system nationale des données fiables  Corruption de la police sanitaire et manque de formation technique pour utiliser les kits d'analyse  Pays présentant de frontières avec de nombreux points d'entrée avec plusieurs pays et difficiles à surveiller |

* + - 1. **Sensibilisation sur l'enrichissement des aliments**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Principaux constats en 2018** | **Forces** | **Faiblesses** | **Opportunités** | **Menaces** |
| Le Niger n’a pas réalisé de marketing social majeur et de sensibilisation sur l'enrichissement des aliments dans le pays | Association pour la Défense des Droits de Consommateur active  Existence de plus de dix réseaux de l'Association des consommateurs pour la réalisation de campagnes de marketing social sur l'enrichissement des aliments | Pas de marketing social majeur et de sensibilisation sur l'enrichissement des aliments | Développer une marque ou un logo national de qualité ou de marketing sociale  Logo régional ENRICHI harmonisé pourrait être maintenu pour le marketing social  L’huile végétale enrichie produite par OLGA Oil au Niger porte la marque du logo régional de marketing social ENRICHI  Promouvoir le logo de marketing social - ENRICHI | Mauvais niveau d'alphabétisation et d'éducation et perception et pratiques culturelles négatives en matière d'enrichissement des aliments en micronutriments essentiels |

* + - 1. **Production, distribution et assurance qualité des aliments enrichis**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Principaux constats en 2018** | **Forces** | **Faiblesses** | **Opportunités** | **Menaces** |
| 1. Un secteur privé nigérien avec d'importantes marges de progression  2. Quelques industries comme misola produisent des aliments de complément enrichis ciblés | Existence d'entreprises produisant des produits enrichis :  -OLGA Oil enrichie les huiles végétales raffinées en vitamine A (50 tonnes par jour)  -Les Moulins du Ténéré/Sahel enrichit la farine de blé en fer et acide folique (entre 400 et 500 tonnes de farine par jour produites à un taux d'extraction de 80%)  -Misola et Garin Yaara produisent des farines infantiles enrichi | Pas suffisamment de matières premières sur place à traiter ou transformer et enrichir  Pas de soutien pour empêcher l'importation des aliments non enrichis qui devraient légalement l'être  Pas de protection des industries alimentaires locales contre des produits alimentaires importés afin de garantir l'équité  Prémélanges de micronutriments pas produits localement  Instruments d'analyse rapide de la vitamine A, du fer et de l'iode non mis à la disposition des industries et des importateurs  Importateurs non renseignés sur la législation, les réglementations et normes existantes en matière d'enrichissement | Faible couverture des aliments adéquatement enrichis au niveau des ménages dans le pays  Seulement 6% du sel au Niger est correctement ou adéquatement iodé  Reformulation des aliments de complément enrichis pour les enfants et produits alimentaire enrichis pour les femmes  *Feed-the-Future*, USAID REGISS -soutient au femmes paysans | Concurrence stricte et déloyale avec l’importation avec d'aliments non enrichie  Exemple : manque de criminalisation de l’importation du sel non iodé et de la farine de blé, et de l’huile végétale non enrichie au Niger malgré une règlementations les rendant obligatoires.  Secteur commercial informel des importations plus rentables pour la plupart des entreprises |

**4. Recommandations**

* **Établir une Alliance forte sur l’enrichissement alimentaire et développer une stratégie nationale sur l'enrichissement des aliments**
  + Établir et formaliser l'ANFA avec un décret gouvernemental
  + Définir clairement les rôles des parties prenantes avec la responsabilité mutuelle de tous les partenaires de l'ANFA
  + Développer une stratégie nationale d'enrichissement des aliments dans le cadre d'une stratégie nationale révisée de lutte contre les carences en micronutriments et l’enrichissement des aliments au Niger

Action(s):

* *Drafter les TdR de l'ANFA*
* *Développer du texte pour créer une nouvelle alliance sur l’enrichissement alimentaire*
* *Sécuriser des ressources pour le fonctionnement de l'ANFA formalisée*
* **Renforcer l'environnement institutionnel et réglementaire de l’enrichissement alimentaire à travers des normes et règlementations efficace** 
  + Assurer l’application de normes et réviser certaines normes existantes sur l’enrichissement des aliments ; huile comestible et farine de blé enrichis.
  + Accélérer la mise en œuvre de l'enquête FRAT innovante pour informer techniquement le choix des véhicules, les niveaux de micronutriments, la table de composition alimentaire/Guide de Consommations Alimentaire (FBDG) et les messages d'éducation nutritionnelle pour le Niger

Action(s):

* *Finaliser et valider le protocole FRAT modifié*
* *Mobiliser des ressources financières et techniques suffisantes pour entreprendre l'enquête FRAT*
* *Mettre en œuvre l'enquête FRAT en prenant en compte les spécificités contextuelles (bol mixte partagé avec tous les membres de la famille, facteurs socio-économiques, géographiques, démographiques)*
* **Évaluer et renforcer les capacités techniques des entreprises et industries produisant des aliments enrichie et des grands importateurs d'aliments pour continuer à produire et à distribuer des aliments enrichis dans tout le Niger**
  + Relancer / optimiser les entreprises/industries clés déjà impliquées dans l'enrichissement des aliments au Niger (Grand Moulin/Moulins du Ténéré, OLGA, Agro-Arc-En Ciel, STA)
  + Evaluer l'ampleur des importations frauduleuses
  + Assurer l'approvisionnement régulier en matières premières pour les industries, y compris les pré mélanges en micronutriments, à des prix abordables pour les industries alimentaires
  + Elaborer un plan de développement des capacités et des compétences pour les installations d’unités de transformation alimentaire
  + Soutenir Misola, Garin Yaara pour augmenter leur capacité de production et renforcer la documentation des procédures opérationnelles, des systèmes de données (Bonne Pratique de la fabrication (BPF), Total Quality Management - Hazard Analysis Critical Control Points (TQM-HACCP))
  + Rechercher des couvertures plus élevées pour les aliments de complément enrichis, les aliments enrichi à grande échelle et les condiments (sel iodé)
  + S'assurer que les entreprises et industries actuelles impliquées dans l'enrichissement des aliments (enrichissement de l'huile, de la farine et l'iodation du sel) et les importateurs des aliments enrichis provenant de sources externes soient en mesure de se conformer aux normes réglementaires en matière d'enrichissement des aliments avec une capacité de production accrue pour une plus large couverture d'aliments enrichis au Niger

Action(s):

*Organiser un dialogue national avec les principaux acteurs du secteur privé et les grands importateurs sur l’enrichissement alimentaire au Niger*

* **Mettre en place une stratégie de marketing social et de sensibilisation de toutes les parties prenantes publiques et privées impliquées dans l'enrichissement des aliments au Niger**
  + Renforcer les capacités de toutes les parties prenantes sur l’enrichissement en Marketing Social
  + Concevoir et cibler la communication et le plaidoyer auprès des différentes parties prenantes en fonction de leurs rôles spécifiques
  + Engager des experts et des institutions de marketing social et de communication pour guider le processus
  + Eviter la multiplicité des logos et organiser le marketing social pour une enrichissement alimentaire à grande échelle autour du logo régional actuel "ENRICHI"
  + Contextualiser le marketing social et garder un message simple et utiliser les langues locales le cas échéant

Action(s):

*Projet de plan de marketing social sur l’enrichissement alimentaire au Niger - ciblé et à grande échelle*

* **Promouvoir une responsabilité mutuelle durable avec une mise en place d’un cadre de suivi et d’évaluation pour accompagner la stratégie nationale d’enrichissement des aliments au Niger**
  + Élaborer un plan de suivi évaluation dans le cadre de stratégie nationale d’enrichissement des aliments
  + Mettre en place un comité de rédaction tout en œuvrant au rétablissement de l'alliance pour travailler à la finalisation et à la validation de la Stratégie Nationale d’enrichissement des aliments au Niger
  + HC3N doit continuer à coordonner les parties prenantes dans l'élaboration d'une stratégie nationale sur l'enrichissement des aliments au Niger avec des rôles clairement définis pour les parties prenantes des secteurs public et privé, ainsi qu'un cadre de suivi et d'évaluation pour la responsabilité mutuelle
  + L'engagement politique du gouvernement du Niger à travers le HC3N devrait être maintenu pour faire avancer l'enrichissement durable des aliments au Niger et les partenaires devraient augmenter les investissements financiers

Action(s):

* *Partager l'expérience d'autres pays sur la stratégie nationale d'enrichissement des aliments*
* *Mettre en place le comité de rédaction ou utiliser le GTT sur les micronutriments pour élaborer une stratégie*
* *Accélérer la mise en place d'une alliance nationale officielle sur l’enrichissement*

**ANNEXE A : Quelques indicateurs de suivi**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Source** | **Input** | **Process** | **Output** | **Résultat à court terme** | **Résultat à long terme** |
| **Nationale** | - Nombre de réunions tenues par l’Alliance  - Proportion de véhicules alimentaire enrichis importés conformes aux normes ou la réglementation  - # de canaux de marketing social | - Production annuelle d'aliments enrichis  - # de programmes nationaux de marketing social encourageant la consommation d'aliments enrichis  - Nombre de visites d'inspection externes dans les usines au cours d'une année | - Consommation annuelle nationale de certains aliments enrichis  - Nombre de points d'entrée / frontières où l'inspection des aliments enrichis a lieu | -% de la population déclarant acheter des aliments enrichis  -% de ménages consommant des aliments enrichis | Amélioration des statistiques nationales sur le statut en micronutriments |
| **Industrie** | - Nombre d'industries avec des manuels sur l'AQ / CQ  - Nombre d'équipements d'enrichissement installés  - Quantité de prémélange utilisée par chacun et par toutes les industries | - Proportion d'échantillons industriels d'aliments enrichis conformes aux normes réglementaires  - Production annuelle d'aliments enrichis dans l'industrie  - Nombre d'industries organisées pour la formation du personnel sur l’enrichissement alimentaire  - Volume annuel d'aliments enrichis importés  - Volume annuel de prémélange consommé et des aliments enrichis produite | - Nombre de personnel de l’enrichissement alimentaire formé au niveau de l'industrie  - Nombre d'industries examinant des systèmes d'assurance de la qualité / de gestion du contrôle  - Nombre d'industries élaborant et adoptant des manuels techniques opérationnels | Augmentation proportionnelle des investissements directs de l'industrie dans l'enrichissement | Augmentation moyenne du volume de vente d'aliments enrichis |

**ANNEXE B: Feuille des indicateurs des références des inputs et des processus**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Indicateur** | **La source de données** | **Fréquence de Rapport** |
| Nombre d'industries qui enrichir leur aliments au Niger | Statistiques au niveau national | annuel |
| Nombre de nouvelles industries qui commencent l’enrichissement chaque année | réseau de l'industrie | annuel |
| % des frontières contrôlant l'importation d'aliments enrichis | Statistiques au niveau national | annuel |
| Proportion d'aliments enrichis importés conformes à la réglementation ou normes | Statistiques au niveau national | annuel |
| Nombre de canaux de marketing social | Statistiques au niveau national | annuel |
| Nombre d'industries avec de matériel de l’enrichissement alimentaire installé | Données au niveau de l'industrie | annuel |
| Nombre de réunions nationales de parties prenantes organisées au cours d'une année | Statistiques au niveau national | annuel |
| Nombre des industries qui font l’enrichissant des aliments en micronutriments | Statistiques au niveau national | annuel |
| Nombre des ateliers de formation nationaux sur l’enrichissement alimentaire | Statistiques au niveau national | semestriel |
| Réglementation nationale sur l’enrichissement alimentaire | Statistiques au niveau national | semestriel |
| Proportion d'échantillons de les industrie conformes aux normes réglementaires | Laboratoire nationale de référence | trimestriel |
| Production industrielle annuelle d'aliments enrichis | Statistiques au niveau national | annuel |
| Nombre d'industries ayant organisé une formation sur l’enrichissement alimentaire | Données au niveau de l'industrie | annuel |
| Volume annuel des aliments enrichis importés au Niger | Statistiques au niveau national | annuel |
| Volume annuel de prémélange consommé pour des véhicules alimentaires spécifiques enrichis | Données au niveau de l'industrie | annuel |

**ANNEXE C : Feuille des indicateurs de référence des résultats**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Indicateur** | **La source de données** | **Fréquence de Rapport** |
| Proportion de ménages consommant des aliments enrichis | Des extrapolations | Annuel |
| Vente moyenne en volume d'aliments enrichis | Données au niveau de l'industrie | Semestriel |
| % de la population qui s'identifie avec le logo de l’enrichissement alimentaire | Des extrapolations | Annuel |
| % de femmes en âge de procréer consommant des aliments enrichis | Des extrapolations | Annuel |
| % de la population consommant des produits alimentaires enrichis | Des extrapolations | Annuel |
| % des ménages déclarant acheter des aliments enrichis | Des extrapolations | Annuel |
| % de ménages consommant des produits alimentaires enrichis | Des extrapolations | Annuel |
| Augmentation proportionnelle des investissements directs de l'industrie dans l'enrichissement | Données au niveau de l'industrie | Annuel |
| Consommation annuelle nationale d'aliments enrichis | Statistiques au niveau national | Annuel |
| Nombre de points d'entrée à la frontière où l'inspection des aliments enrichis a lieu | Statistiques au niveau national | Annuel |
| Nombre des personnels de l’enrichissement alimentaire formé au niveau des industries | Données au niveau de l'industrie | Annuel |
| Nombre d'industries examinant des systèmes de gestion d'assurance/contrôle de la qualité | Données au niveau de l'industrie | Annuel |
| Nombre des industries élaborant et adoptant des manuels techniques opérationnels | Données au niveau de l'industrie | Annuel |
| Proportion des enfants <5 ans qui consommant des aliments enrichis | Des extrapolations | Annuel |
| % de la population consommant des aliments enrichis | Des extrapolations | Annuel |
| % de femmes en âge de procréer consommant des aliments enrichis | Des extrapolations | Annuel |

1. CE (2013), *Enhancing Maternal and Child Nutrition in External Assistance: An EU Policy Framework [Revalorisation de la nutrition maternelle et infantile dans l’aide au développement]*, SWD (2013) 72, 12.03.2013, SWD (2013) 104, 27.03.2013

   <http://ec.europa.eu/europeaid/documents/enhancing_maternal-child_nutrition_in_external_assistance_en.pdf>

   CE (2014), Plan d’Action relatif à la Nutrition, SWD (2014) 234, 03.07.2014 <https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/swd-action-plan-on-nutrition-234-2014_en.pdf> [↑](#footnote-ref-1)
2. Un contrat de service a été conclu avec le consortium formé par Landell Mills et GAIN. [↑](#footnote-ref-2)